**MAIRIE
DE
SOUPROSSE**

**COMPTE RENDU DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL
du 16 Mars 2015 à 19 H 30**

Convocation du 10 Mars 2015

L'an deux mil quinze et le seize mars à dix-neuf heures trente, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Christian DUCOS, Maire.

Présents : M. DUCOS Christian – Mme LAPEYRE Colette – M. JUSTES Christian – Mme DUFAU Sylvie – M. GUEHEL Dominique – Mmes CARRERE Françoise – RASOAMAHARO Marlène – M. DUPOUY Philippe – Mme ROQUES Laurence – MM. TAUZIA Philippe - DARRIEUTORT Thierry – Mmes DUBOS Lydie - DOUSSAN Béatrice– MM. COMET Xavier – LABARTHE Jérôme.

Secrétaire de séance : Mme DOUSSAN Béatrice

ORDRE DU JOUR

Personnel communal : Présentation responsable des services techniques

Approbation du procès-verbal de la séance du 16 Février 2015

Délibérations :

- VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2015 – COMMUNE
- VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2015 – SERVICE IRRIGATION
- VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2015 – LOTISSEMENT LES TERRASSES DE L'ADOUR
- VOTE DES TAUX D'IMPOSITION ANNEE 2015
- LOCATION CABINET MEDICAL ORTHOPHONISTE SIS AU N°137 AVENUE HAGENTHAL LE BAS
- LOCATION CABINET MEDICAL REFLEXOLOGUE PLANTAIRE – SIS AU N°137 AVENUE HAGENTHAL LE BAS
- APPROBATION CONVENTION 2015 D'ADHESION AU SERVICE DE MEDECINE PREVENTIVE
- APPROBATION DU RAPPORT D'EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES DE LA CLECT CONCERNANT LA COMPETENCE PLANIFICATION DE L'URBANISME
- APPROBATION DE LA MODIFICATION STATUTAIRE HABILITANT LA COMMUNAUTE DE COMMUNES A ASSURER UNE PRESTATION DE SERVICE POUR LE COMPTE DE COLLECTIVITES EXTERIEURES
- ALIENATION CHEMIN RURAL DE PETIT LESPLACES A CHABOULET
- MODIFICATION STATUTS DE LA CCPT EN MATIERE DE VOIRIE : ABSTENTION DU CONSEIL MUNICIPAL

- AIDE FORFAITAIRE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS TARUSATE EN FAVEUR DU LOGEMENT SOCIAL
- SOLLICITATION SUBVENTION DU FONDS D'EQUIPEMENT DES COMMUNES ANNEE 2015
- SOLLICITATION SUBVENTION AUPRES DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS TARUSATE

Informations diverses

Personnel communal

Monsieur le Maire donne la parole à Monsieur Christophe DUBOIS, recruté en qualité de responsable des services techniques.

En quelques mots, Monsieur DUBOIS s'est présenté à l'assemblée ; ses fonctions prendront effet le 1^{er} avril 2015.

APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 16 FEVRIER 2015

Approbation à l'unanimité

VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2015 - COMMUNE

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

Vote les propositions nouvelles du Budget Primitif de l'exercice 2015 :

Investissement

Dépenses	314 140,00
Recettes	334 656,00

Fonctionnement

Dépenses	1 288 379,00
Recettes	1 288 379,00

Pour rappel, total budget :

Investissement

Dépenses :	387 000,00 (dont 72 860,00 de RAR)
Recettes :	387 000,00 (dont 52 344,00 de RAR)

Fonctionnement

Dépenses :	1 288 379,00 (dont 0,00 de RAR)
Recettes :	1 288 379,00 (dont 0,00 de RAR)

VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2015 – SERVICE IRRIGATION

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

Vote les propositions nouvelles du Budget Primitif de l'exercice 2015 :

Investissement

Dépenses 101 127,00

Recettes 116 827,00

Fonctionnement

Dépenses 254 515,00

Recettes 254 515,00

Pour rappel, total budget :

Investissement

Dépenses : 116 827,00 (dont 15 700,00 de RAR)

Recettes : 116 827,00 (dont 0,00 de RAR)

Fonctionnement

Dépenses : 254 515,00 (dont 0,00 de RAR)

Recettes : 254 515,00 (dont 0,00 de RAR)

VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2015 – LOTISSEMENT LES TERRASSES DE L'ADOUR

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

Vote les propositions nouvelles du Budget Primitif de l'exercice 2015 :

Investissement

Dépenses 417 543,00

Recettes 417 543,00

Fonctionnement

Dépenses 313 023,00

Recettes 313 023,00

Pour rappel, total budget :

Investissement

Dépenses : 417 543,00 (dont 0,00 de RAR)

Recettes : 417 543,00 (dont 0,00 de RAR)

Fonctionnement

Dépenses : 313 023,00 (dont 0,00 de RAR)

Recettes : 313 023,00 (dont 0,00 de RAR)

VOTE DES TAUX D'IMPOSITION ANNEE 2015

Sur proposition de Monsieur le Maire,

Le Conseil municipal, à l'unanimité,

DECIDE de reconduire les taux d'imposition de l'année 2014

VOTE les taux d'imposition suivants pour l'année 2015:

Taxe d'habitation : **12,64 %**

Taxe foncière sur les propriétés bâties : **14,25 %**

Taxe foncière sur les propriétés non bâties : **41,27 %**

LOCATION CABINET MEDICAL SIS AU N°137 AVENUE HAGENTHAL LE BAS A MME LAFAURIS

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 30 Juin 2014 attribuant la location du cabinet médical sis annexe Saint Joseph – n° 137 ave Hagenthal le Bas, à Madame LAFAURIS Elodie, orthophoniste à compter du 1^{er} Octobre 2014, pour une durée de 6 mois,

Considérant la demande de Mme LAFAURIS de renouveler le contrat de bail,

Sur proposition de Monsieur le Maire,

Le Conseil Municipal, après délibération

DECIDE de renouveler la location du local à usage professionnel composé d'un cabinet médical et salle d'attente commune situé au rez-de-chaussée d'un immeuble sis au n°137 Avenue Hagenthal le Bas avec Madame Elodie LAFAURIS.

La location est consentie pour une durée d'un an à compter du 1^{er} Avril 2015 jusqu'au 31 mars 2016, pour un montant mensuel de 350 € (Trois centcinquante euros).

AUTORISE Monsieur le Maire à signer le contrat d'occupation du domaine public à titre précaire et temporaire avec Madame LAFURIS.

PRECISE qu'à l'expiration du contrat, et à défaut de congé donné par l'une ou l'autre des parties, le contrat sera reconduit tacitement pour une durée de 1an.

LOCATION CABINET MEDICAL REFLEXOLOGUE PLANTAIRE – SIS AU N°137 AVENUE HAGENTHAL LE BAS

Vu la délibération du conseil municipal en date du 24 Février 2014 attribuant la location du cabinet médical sis au n°137 ave Hagenthal le Bas à Monsieur Fabien PASCARD à compter du 1^{er} avril 2014, pour une durée de six mois,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 29 septembre 2014 portant renouvellement de la location du cabinet médical sis au n°137 ave Hagenthal le Bas à Monsieur Fabien PASCARD à compter du 1^{er} octobre 2014, pour une durée de six mois

Vu la demande de Monsieur PASCARD Fabien sollicitant le renouvellement de la location du cabinet médical sis annexe Saint Joseph – n° 137 ave Hagenthal le Bas, pour y exercer son activité de réflexologie plantaire,

Sur proposition de Monsieur le Maire,

Le Conseil Municipal, après délibération

DECIDE de reconduire la location du local à usage professionnel composé de deux pièces (cabinet médical et salle d'attente) situé au rez-de-chaussée d'un immeuble sis au n°137 Avenue Hagenthal le Bas au profit de Monsieur PASCARD Fabien, moyennant un **loyer mensuel de 150,00 € (cent cinquante euros)**

La location prend effet à compter du 1^{er} Avril 2015, pour une durée de six mois.

PRECISE qu'il s'agit d'une location à titre précaire et temporaire consentie pour un usage professionnel.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer le nouveau contrat d'occupation du domaine public avec Monsieur PASCARD.

APPROBATION CONVENTION 2015 D'ADHESION AU SERVICE DE MEDECINE PREVENTIVE

Monsieur le Maire expose à l'assemblée que le conseil d'administration du CDG 40, dans sa séance du 15 décembre 2014 a approuvé une nouvelle convention d'adhésion au service de médecine préventive, prenant en compte les dernières évolutions juridiques.

La commune de SOUPROSSE adhère au service de médecine préventive auprès du Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale des Landes pour l'ensemble de ses agents.

Sur proposition de Monsieur le Maire,

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, à l'unanimité

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la nouvelle convention d'adhésion au service de médecine préventive

APPROBATION DU RAPPORT D'ÉVALUATION DES CHARGES TRANSFÉRÉES DE LA CLECT CONCERNANT LA COMPÉTENCE PLANIFICATION DE L'URBANISME
--

Monsieur le Maire rappelle que la Communauté de Communes du Pays Tarusate, créée par arrêté du Préfet des Landes du 26 décembre 1996, a, par délibération de son conseil communautaire du 6 novembre 2014, décidé d'exercer, la compétence « planification de l'urbanisme » au titre de ses compétences obligatoires.

Il rappelle que ce transfert a été approuvé par le Conseil municipal de SOUPROSSE du 10 novembre 2014

Monsieur le Maire rappelle que l'évaluation des charges transférées est un acte déterminant pour les finances de la Communauté de Communes et des communes membres, qui consiste à identifier et à chiffrer le montant des charges transférées par les communes à la Communauté, et qui devront être déduites du calcul de l'attribution de compensation des communes.

Il présente le rapport relatif à l'évaluation des charges transférées dans le cadre du transfert à la Communauté de Communes de la compétence « planification de l'urbanisme », réalisé et adopté à l'unanimité par la Commission Locale d'Évaluation des Transferts de Charges (CLECT) réunie le 19 février 2015.

Pour l'évaluation du coût des charges transférées la CLECT a retenu les principes suivants :

- **Les dépenses de fonctionnement, non liées à un équipement**, sont évaluées d'après leur coût réel dans les budgets communaux, soit lors de l'exercice précédant le transfert soit dans les Comptes Administratifs des années précédentes (il n'est plus fait référence à la moyenne des 3 derniers exercices). Les recettes afférentes à ces charges sont déduites du montant des dépenses (subventions, droits d'écolage...).
- **Les dépenses liées à un équipement**, sont calculées sur la base d'un coût moyen annualisé. Ce coût intègre le coût de construction, d'acquisition ou de renouvellement. Il intègre également les charges financières éventuelles et les dépenses d'entretien. **L'ensemble de ces dépenses est pris en compte pour une durée normale d'utilisation et ramené à une seule année.** Il s'agit en fait de calculer un coût moyen annualisé représentant la charge de renouvellement de l'immobilisation foncière.

En l'espèce, les dépenses de fonctionnement, non liées à un équipement, ont été évaluées d'après leur coût réel obtenu auprès des communes qui menaient une procédure d'élaboration, de révision ou de mise en compatibilité de leur document d'urbanisme.

En application de ces principes, la CLECT a estimé les charges supportées par la commune de SOUPROSSE à un montant de ZERO EUROS

Par la présente délibération, le Conseil Municipal est appelé à se prononcer sur le rapport de la CLECT et sur le montant arrêté par la CLECT pour la commune de SOUPROSSE,

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales en ses parties législative et réglementaire, et notamment les articles L. 5211-25-1, L. 5211-17, L. 5216-5 II et III, ainsi que L 2333-78 ;

Vu le Code Général des Impôts notamment son article 1609 nonies C ;

Vu l'arrêté du Préfet des Landes en date du 26 décembre 1996 portant création de la Communauté de Communes du Pays Tarusate ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 18 avril 2014 relative à la mise en place de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 6 novembre 2014 portant exercice à compter de la compétence « planification de l'urbanisme » au titre des compétences obligatoires ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 10 novembre 2014 relative au transfert à la CCPT de la compétence « planification de l'urbanisme »;

Vu l'Arrêté n°2015-087 du 12 février 2015 portant extension des compétences de la Communauté de Communes du Pays Tarusate relatif à la compétence « planification de l'urbanisme » et portant modification statutaire ;

Vu le rapport portant évaluation des charges transférées par les communes membres en matière de petite enfance ;

Considérant que, conformément à la loi du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale, la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges s'est réunie le 19 février 2015 ;

Considérant que le rapport qui a pour objet de présenter une méthodologie d'évaluation des charges transférées à la Communauté de Communes et définir les estimations des charges supportées par les communes membres, a été adopté à l'unanimité par la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges le 19 février 2015 ;

Considérant que les conclusions de ce rapport doivent être entérinées par la majorité qualifiée des conseils municipaux, à savoir les deux tiers au moins des conseillers municipaux représentant plus de la moitié de la population totale du périmètre communautaire ou la moitié au moins des conseils municipaux représentant les deux tiers de la population totale ;

- décide

- D'approuver le rapport d'évaluation des charges transférées au titre de la compétence obligatoire « planification de l'urbanisme » établi par la CLECT,
- D'autoriser M. le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires en vue de l'exécution de la présente délibération

**APPROBATION DE LA MODIFICATION STATUTAIRE HABILITANT LA COMMUNAUTE DE
COMMUNES A ASSURER UNE PRESTATION DE SERVICE POUR LE COMPTE DE COLLECTIVITES
EXTERIEURES**

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 5211-17 (relatif au transfert de compétence) et L. 5721-2 (relatif aux modifications statutaires) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 décembre 1996 portant création de la Communauté de communes du Pays Tarusate ;

Vu les statuts de la Communauté de communes du Pays Tarusate ;

Considérant la délibération de la Communauté de communes du 19 février 2015 décidant de compléter les statuts afin d'habiliter la CCPT à assurer une prestation de service pour le compte de collectivités extérieures

Monsieur le Maire de SOUPROSSE expose que suite à la réunion du conseil communautaire, il convient que le conseil municipal de SOUPROSSE se prononce sur cette habilitation,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré décide :

- D'approuver la modification des statuts de la Communauté de communes du Pays Tarusate prévoyant l'ajout d'un **article 3, intitulé « prestations de services »**, et libellé comme suit : « Conformément à l'article L 5211-56 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Communauté de Communes du Pays Tarusate pourra assurer une prestation de services pour le compte d'une autre collectivité locale et ce par dérogation au principe de spécialité territoriale qui limite son action à son périmètre.
- La présente habilitation statutaire concerne le service d'instruction des actes et autorisations du droit des sols qui sera mis en place au bénéfice des communes suivantes, extérieures à la CCPT : Cassen, Clermont, Gamarde, Garrey, Hinx, Louer, Montfort, Poyartin, Préchacq, Sort en Chalosse et Saint-Geours d'Auribat.
- La Communauté de Communes devra par convention fixer, avec le cocontractant, les conditions d'exécution et de rémunération du coût de ce service. Cette activité devra demeurer accessoire aux compétences exercées par l'EPCI pour ses membres. Les dépenses et recettes affectées à la prestation seront inscrites dans un budget annexe de l'EPCI.
- Les statuts modifiés sont joints à la présente délibération.

ALIENATION CHEMIN RURAL DE PETIT LESPLACES A CHABOULET

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 2241-1,

Vu le Code Rural et de la Pêche Maritime et notamment les articles L. 161-10 et suivants,

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment ses articles L. 141-3 et suivants,

Vu le décret n°76-921 du 8 octobre 1976 fixant les modalités de l'enquête publique préalable à l'aliénation,

Vu le tracé du chemin rural de Petit Lesplaces à Chaboulet et le plan annexé,

Vu le document d'arpentage à établir par Monsieur LAFITTE, géomètre expert à Saint Sever (Landes) ;

Considérant la demande de Monsieur Xavier COMET demandant à acquérir la partie du chemin rural longeant sa propriété,

Considérant qu'il est nécessaire pour faire droit à cette demande de procéder à une enquête publique pour aliéner ce chemin rural,

DECIDE

Article 1 : d'approuver l'aliénation du chemin rural de Petit Lesplaces à Chaboulet tel que défini dans la notice explicative ci-annexée.

Article 2 : De lancer l'enquête publique préalable et donne pouvoir à Monsieur le Maire pour :

- prescrire l'enquête publique par voie d'arrêté,
- accomplir toutes les formalités nécessaires au bon déroulement de la procédure ; notamment, notifier individuellement aux propriétaires riverains le dépôt du dossier d'enquête publique en mairie.

Article 3 :

La commune de SOUPROSSE se propose de vendre à

- M. Xavier COMET, demeurant à SOUPROSSE (Landes), première partie du chemin de la route du Haza à l'angle des parcelles 166,140 et 161
- Mme Marie LEGLISE, demeurant à SOUPROSSE (Landes) seconde partie, de l'angle ci-dessus à l'angle des parcelles 165,168 et 167
- M. Jean Claude DESPOUYS, demeurant à SOUPROSSE (Landes) troisième et dernière partie, de l'angle ci-dessus au chemin du Bac

Les dites parcelles étant d'une valeur forfaitaire de 10 € chacune.

Article 4 : de donner pouvoir à Monsieur le Maire pour signer le document d'arpentage à établir et les actes de cession par devant Maître ROBIN, notaire à MUGRON.

Article 5 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Pau, dans un délai de deux mois après sa notification ou son affichage et sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département.

MODIFICATION STATUTS DE LA CCPT EN MATIERE DE VOIRIE : ABSTENTION DU CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 5211-17 (relatif au transfert de compétence) et L. 5721-2 (relatif aux modifications statutaires) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 décembre 1996 portant création de la Communauté de communes du Pays Tarusate ;

Vu les statuts de la Communauté de communes du Pays Tarusate ;

Considérant la délibération de la Communauté de communes du 19 février 2015 décidant de compléter les statuts afin de préciser la compétence exercée en matière de voirie

Monsieur le Maire de SOUPROSSE expose que suite à la réunion du conseil communautaire, il convient que le conseil municipal de SOUPROSSE se prononce sur ce transfert de compétence,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré décide :

- par 14 abstentions
- 1 voix CONTRE

De s'abstenir à la majorité :

- sur la modification des statuts de la Communauté de communes du Pays Tarusate dans leur partie relative aux compétences optionnelles en matière de voirie.

AIDE FORFAITAIRE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS TARUSATE EN FAVEUR DU LOGEMENT SOCIAL
--

Considérant l'opération projetée sur le site de l'ancienne maison de retraite, comportant la création de :

- 6 logements sociaux (3 Type 2 et 3 Type 3) conventionnés de type PLUS pour un montant de 508 455 € TTC

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 4 août 2014 portant décision de céder à XL Habitat le terrain supportant la construction destinée à recevoir cette opération, par bail emphytéotique de 60 ans,

Vu la délibération de la Communauté de Communes du Pays Tarusate du 19 Février 2015 décidant d'accorder une aide forfaitaire de 22 800 € à XL Habitat pour ce projet.

Pour ce faire, une convention tripartite entre la CCPT, la Commune de SOUPROSSE et XL Habitat sera établie afin de définir les modalités d'attribution de cette aide.

Sur proposition de Monsieur le Maire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention portant attribution d'une aide forfaitaire de la CCPT en faveur du logement social.

SOLLICITATION SUBVENTION DU FONDS D'EQUIPEMENT DES COMMUNES ANNEE 2015

Vu l'opération N° 1501 «Aménagement du sol sportif au hall des sports» inscrite sur le budget primitif 2015,

Considérant le montant estimatif établi pour les travaux de peinture sur sol sportif, d'un montant de 14 704,80 € TTC.

Vu l'opération N°1201 « Aménagement des arènes et salle polyvalente » inscrite sur le budget primitif 2015.

Considérant le montant estimatif établi pour les travaux de bardage des arènes, d'un montant de 2 953,51 € TTC.

Sur proposition de Monsieur le Maire,

Le Conseil municipal, après délibération,

SOLLICITE pour ces deux opérations la subvention du Fonds d'Équipement des communes au titre de l'année 2015 auprès du Conseil Général des Landes.

SOLLICITATION SUBVENTION AUPRES DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS TARUSATE
--

Vu le rapport de Monsieur le Maire,

VU l'opération de construction du pôle associatif à l'ancien groupe scolaire – tranche 2 - inscrite au Budget Primitif de la Commune - exercice 2015,

Considérant le montant estimatif des travaux arrêté à la somme de 18 000 € HT,

VU l'opération n°1501 « Aménagement du sol sportif au hall des sports » inscrite sur le budget primitif de la commune – exercice 2015,

Considérant le montant estimatif des travaux d'un montant de 12 254,00 € HT,

VU l'opération n°1503 « Voirie – Aménagement chemin d'Arnaudet » inscrite sur le budget primitif de la Commune – exercice 2015,

Considérant le montant estimatif des travaux d'un montant de 12 500,00 € HT,

Sur proposition de Monsieur le Maire,

Le Conseil municipal, après délibération, décide à l'unanimité

- **de solliciter auprès de la Communauté de Communes du Pays Tarusate une subvention** d'un montant de 20 000 € répartie sur les opérations ci-dessus dénommées.

Informations diverses :

Travaux station épuration :

Dans le cadre de la création de la nouvelle station d'épuration de SOUPROSSE, la première phase de travaux consiste au curage des lagunes et à l'épandage des boues, sachant que la première lagune (environ 1900 m³ de boues liquides) sera curée à l'automne 2015 et la deuxième lagune en avril 2016.

Afin de réaliser le plan d'épandage, le SYDEC doit trouver une surface agricole d'environ 60 ha sur SOUPROSSE et ses environs.

Les exploitants agricoles membres du conseil municipal ou autres agriculteurs volontaires sont donc sollicités pour proposer des terres réceptrices. Pour plus d'informations, prendre contact avec M. DESSA de la Chambre d'agriculture.

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Maire lève la séance.

Fait et délibéré les jours, mois et an que-dessus.